

L'increvable mythe du « nuage de Tchernobyl »

Par Géraldine Woessner

Modifié le 03/10/2019 à 17:57 - Publié le 03/10/2019 à 07:30 | Le Point.fr

Le mythe d'un mensonge des autorités à propos du nuage de Tchernobyl est sans doute, aujourd'hui, la théorie du complot la plus répandue dans la société française. Il s'est pourtant forgé dans la foulée de l'événement, par un concours de circonstances mêlant une communication désastreuse des pouvoirs publics et les manipulations politiques de partis et de mouvements antinucléaires. Et ce mythe a repris une deuxième – voire troisième – jeunesse avec l'usine Lubrizol, à Rouen.

Lorsque l'accident survient, le 26 avril 1986, l'URSS le cache et l'opacité est totale. L'alerte ne sera donnée que deux jours plus tard, depuis la Suède qui détecte, au matin du 28 avril, un niveau de radioactivité extérieure très supérieur à la normale dans différents points du pays. Des experts sont consultés, ils trouvent du graphite dans les particules radioactives et pensent immédiatement à une centrale soviétique de type RBMK. La Russie, interrogée, nie d'abord... puis confirme l'accident dans la journée du 28 dans une dépêche laconique : elle reconnaît qu'un incident a eu lieu à Tchernobyl, en Ukraine, assure que « toutes les mesures sont prises » pour résoudre le problème... Et c'est tout. Elle ne livre pas le moindre détail. En réalité, les autorités russes, désemparées, ont toutes les peines du monde à gérer l'accident.

La Suède se charge d'alerter l'Europe et, en France, le Service central de protection contre les rayonnements ionisants (SCPRI) est prévenu ce même 28 avril. Des avions d'Air France décollent, équipés de filtres pour recueillir les poussières, et des moyens de mesure sont mobilisés sur une trentaine de sites.

[Tchernobyl de nos jours © chernobylwel.com](#) →



Rumeurs

Mais, en l'absence d'information officielle venant de la Russie, les rumeurs vont se propager. Une première photo du profil du réacteur qui laisse imaginer l'ampleur de la catastrophe est diffusée. Les Russes, au départ, n'admettent que deux morts. En face, en pleine guerre froide, les médias américains en évoquent 2 000 ! Quelques journaux et télévisions français, qui n'ont aucune information, reprennent ce dernier chiffre. Dans le journal de 13 heures du 29 avril, les Français découvrent celui qui deviendra le visage de l'événement : le professeur Pellerin, patron du SCPRI, qui expose alors les valeurs mesurées en becquerels en Suède (de l'ordre de 10 Bq/m³, c'est-à-dire très proches de la radioactivité naturelle), et rassure logiquement : « C'est une activité notable, mesurable, mais qui ne présente aucun inconvénient sur le plan de la santé publique. (...) Je voudrais bien dire clairement que, même pour les Scandinaves, la santé n'est pas menacée. »

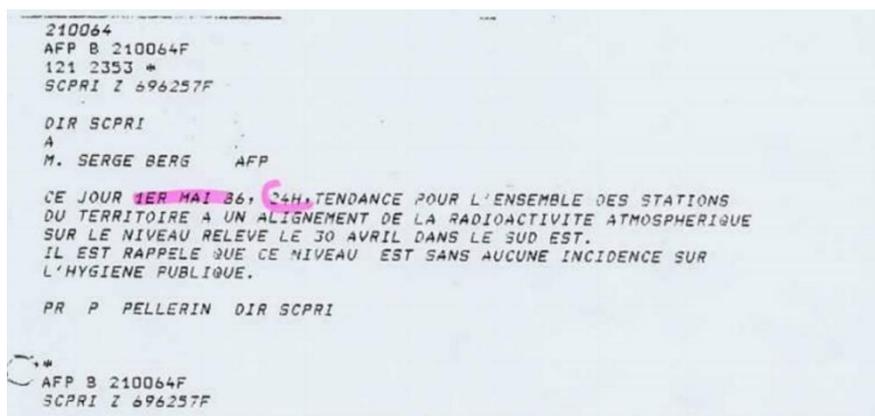
On rappelle dans les éditions suivantes que le fait que le nuage arrive ou non en France dépend de la météo : dans un bulletin devenu célèbre, une présentatrice explique qu'un anticyclone semble alors protéger la France des vents en provenance de l'est jusqu'au 2 mai, ce qui est, au moment où elle parle, parfaitement exact.

Mais, dès le 30 avril, la météo change et les rumeurs s'amplifient. La Russie diffuse toujours des bribes d'information rassurantes quand d'autres évoquent des centaines de morts. À l'étranger aussi, l'angoisse se répand, et des reportages montrent des habitants de Copenhague se ruant sur des pastilles d'iode. Le silence des autorités, par contraste, apparaît inquiétant. En effet, le gouvernement dans l'Hexagone se mure dans le silence, laissant les scientifiques monter seuls au charbon.

Un communiqué confirme l'arrivée du nuage radioactif

Dès le 30 avril, un communiqué du SCPRI envoyé à la presse confirme l'arrivée du nuage radioactif : on signale « une légère hausse de la radioactivité atmosphérique sur certaines stations du Sud-Est, non significative pour la santé

publique ». Suivi d'un autre, le lendemain : « Ce jour 1er mai 86, 24 heures, tendance pour l'ensemble des stations du territoire à un alignement de la radioactivité atmosphérique sur le niveau relevé le 30 avril dans le Sud-Est. Il est rappelé que ce niveau est sans aucune incidence sur l'hygiène publique. »



210064
AFP B 210064F
121 2353 *
SCPRI Z 696257F

DIR SCPRI
A
M. SERGE BERG AFP

CE JOUR 1ER MAI 86, 24H, TENDANCE POUR L'ENSEMBLE DES STATIONS
DU TERRITOIRE A UN ALIGNEMENT DE LA RADIOACTIVITE ATMOSPHERIQUE
SUR LE NIVEAU RELEVÉ LE 30 AVRIL DANS LE SUD EST.
IL EST RAPPELE QUE CE NIVEAU EST SANS AUCUNE INCIDENCE SUR
L'HYGIENE PUBLIQUE.

PR P PELLERIN DIR SCPRI

AFP B 210064F
SCPRI Z 696257F

Communiqué du SCPRI envoyé à l'AFP le 1er mai 1986, à minuit

(Source : Pierre Schmitt, Le « nuage » de Tchernobyl se serait arrêté aux frontières, 2006)

Puis la radioactivité s'accroît dans l'Est. Dans le Nord-Est, région la plus touchée, l'activité atteindra 25 Bq/m³. C'est effectivement rassurant : dans certaines maisons, l'exposition naturelle au radon peut atteindre 1 000 Bq/m³ !

La faute des autorités est qu'elles ne donnent pas ces valeurs, se bornant à transmettre des informations laconiques. En clair : les pouvoirs publics indiquent bien que le nuage radioactif a survolé la France et que les niveaux observés sont parfaitement rassurants, mais le public est prié de se contenter de cela. On s'inquiéterait à moins...

« Le mensonge nucléaire »

Et, de fait, le public s'inquiète. Car au même moment, en Allemagne, juste de l'autre côté de la frontière (où les retombées ont été plus fortes), des mesures restrictives sont prises pour protéger la population, alors qu'en France le SCPRI communique sur les 500 relevés effectués et répète que « l'exposition aux radiations qu'ont subies les Français est inférieure au dixième de l'exposition naturelle annuelle ». Un journaliste ironise alors : « Tout se passe comme si le nuage s'était arrêté à la frontière... » Le mythe est né.

Un communiqué particulièrement maladroit, publié le 6 mai par le ministère de l'Agriculture, achève d'exaspérer : « Le territoire français, est-il écrit, en raison de son éloignement, a été totalement épargné par les retombées de radionucléides consécutives à l'accident de Tchernobyl. À aucun moment les hausses observées de radioactivité n'ont posé le moindre problème d'hygiène publique. » On notera l'absurdité de la formulation : si des hausses ont bien été observées, pourquoi dire d'abord le contraire ?

Face à cette communication désastreuse du gouvernement, des voix s'élèvent pour exiger plus de transparence. Les opposants au nucléaire, saisissant l'occasion de dénoncer les dangers de cette technologie et d'exiger son arrêt, accusent les autorités. Et, peu à peu, le ton change dans la presse. De nombreux journaux, qui avaient pourtant publié les informations suivant l'évolution du nuage radioactif sur la France, changent totalement de discours une dizaine de jours plus tard. Le 12 mai, le journal Libération titre « Le mensonge nucléaire ». Il ne sera pas le seul.

Le mythe sera perpétué, ensuite, par la Criirad (Commission de recherche et d'information indépendante sur la radioactivité), créée dans la foulée de l'accident par une poignée de militants écologistes, emmenés par l'actuelle eurodéputée Michèle Rivasi. Mais Pierre Pellerin, attaqué en 2006 pour « tromperie et tromperie aggravée » par la Criirad et l'Association française des malades de la thyroïde (AFMT), sera totalement blanchi, en 2012, par la Cour de cassation.

On sait aujourd'hui que, malgré la présence de plusieurs éléments radioactifs dans le nuage, seul le césium 137 a conduit à une contamination durable en France et que la contamination de surface n'a pas dépassé 1 000 Bq/m² sur la majeure partie du territoire. Mais certaines zones ont été beaucoup plus touchées : sur les reliefs au sud des Alpes, en Franche-Comté, en Corse, les pluies ont amené des dépôts dont l'activité a dépassé 20 000, voire très localement 40 000 Bq/m². Aucun effet sur la santé n'a jamais été mis en évidence, mais les polémiques, nourries par des études contradictoires, n'ont jamais cessé.

